


Financer notre Avenir:

SOUTENIR LES MOUVEMENTS

FÉMINISTES AU CŒUR

DE L'ACTION CLIMATIQUE





Ce document a été rédigé par Leah Moss et Hilary Clauson. Modifications et contributions de Beth Woroniuk, Kat Im-Jenkins, Esther Lever, Happy Mwendé Kinyili et Saranel Benjamin. Nous remercions nos correcteurs et correctrices d’Affaires mondiales Canada et de Women’s Fund Asia pour leurs commentaires constructifs. Relecture de Bridie Taylor. Design graphique de Brenda Roberts Costa.

Citation suggérée: Fonds Égalité et Mama Cash (2023). *Financer notre avenir : soutenir les mouvements féministes au cœur de l’action climatique.*

Pour recevoir une version accessible de notre rapport annuel, veuillez envoyer un courriel à hello@equalityfund.ca

Disponible en ligne sur: mamacash.org

equalityfund.ca

Photo de couverture: Mama Odari, Mama Cash partenaire bénéficiaire

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ACRONYMES	3
RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION: Le rôle des mouvements féministe	7
FINANCEMENT CLIMATIQUE: Intentions et limites	9
DÉVELOPPEMENTS POSITIFS: Actions pour le climat menées localement et intersection avec l'égalité des genres	11
INÉGALITÉ DES CHANCES: Financer les organisations en première ligne	12
LA RÉALITÉ: Mouvements féministes et action climatique	14
COMBLER LES LACUNES DE FINANCEMENT: Le rôle des fonds pour les femmes dans l'action climatique féministe	20
ÉTUDES DE CAS: Les fonds pour les femmes financent les efforts de justice climatique	22
CONCLUSION: Sept actions concrètes	25
RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE	26

LISTE D'ACRONYMES

COP: Conférence des parties, conférence officielle de l'ONU sur le changement climatique

GAGGA: Global Alliance for Green and Gender Action
(Alliance mondiale pour l'action verte et de genre)

LBTQI: lesbiennes, bisexuelles, personnes trans, queers et intersexes

APD: Aide publique au développement

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

CCNUCC: Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

WEDO: Women's Environment Development Organization
(Organisation des femmes pour l'environnement et le développement)



Organisation: Bai Indigenous Women's Network

Les mouvements féministes¹ proposent des solutions à la crise climatique, apportent des points de vue intéressants et mettent en place des initiatives pour faire progresser la justice climatique aux niveaux local, national, régional et international. En cette période où les gouvernements et les organisations philanthropiques augmentent leurs financements climatiques, l'intersection entre l'égalité de genre et la justice climatique est de plus en plus reconnue. On prend de plus en plus conscience du rôle des organisations locales dans l'adaptation au changement climatique et dans l'atténuation de la crise. Pourtant, les organisations dirigées par des femmes, des filles et des personnes trans et intersexes demeurent largement sous-financées.

Pour répondre à l'urgence et à la gravité de la crise climatique, ainsi qu'à son impact disproportionné sur les femmes, les filles, et les personnes trans et intersexes dans le Sud Mondial, diverses stratégies créatives de financement sont nécessaires. Le financement des mouvements féministes est l'une des clés pour atteindre des objectifs ambitieux en matière de justice climatique, d'égalité des genres et de développement durable. Cette approche reste pourtant trop peu utilisée.

Bonne nouvelle: l'infrastructure pour financer ces acteurs existe déjà. Dans le monde entier, des fonds pour les femmes financent déjà des mouvements féministes, leur permettant de mettre en œuvre une action climatique robuste, novatrice et durable. Ce document plaide pour le financement des mouvements et organisations féministes par le biais du financement climatique, et met en exergue les fonds pour les femmes comme partenaires clés dans la mise en œuvre de cette stratégie.

Il démontrera comment:

- De nombreuses organisations féministes travaillent efficacement à l'intersection de l'égalité des genres et de la justice climatique.
- Les mouvements et organisations féministes œuvrent en faveur de l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.
- Le travail des mouvements féministes est complexe et progressif, bien que de premiers résultats puissent être observés.
- Alors que de nombreux organismes de financement s'inquiètent du « risque » de soutenir des acteurs moins traditionnels de la lutte contre le changement climatique, les conséquences de **ne pas** financer les mouvements féministes œuvrant pour le climat sont encore plus risquées.
- Les activités des mouvements et organisations féministes en rapport avec le climat sont adaptables à plus grande échelle.

Le document se conclut sur un ensemble d'actions concrètes qui permettront aux gouvernements de tenir leurs engagements en matière de lutte pour la justice climatique et d'égalité des genres, et de s'assurer que les fonds parviennent aux échelons locaux.

- 1** A minima, atteindre les objectifs existants concernant le financement climatique, le développement durable et l'égalité des genres, et veiller à ce que le financement climatique s'ajoute aux budgets d'APD.
- 2** Augmenter à 88 % la proportion d'APD liée au climat consacrée aux objectifs d'égalité des genres, dont 15 % de ce financement devra avoir l'égalité des genres comme objectif principal.
- 3** Rediriger une plus grande part du financement de la société civile vers les organisations des droits des femmes et LGBTQI, en particulier celles basées dans le Sud Mondial et celles dirigées par des groupes structurellement marginalisés.
- 4** Mesurer et produire des rapports sur le pourcentage de financement climatique alloué aux organisations de femmes et LGBTQI dans le Sud Mondial, notamment en définissant des objectifs servant à augmenter cette part (par exemple la quadrupler en 4 ans).
- 5** Augmenter la part de financement climatique alloué par le biais de mécanismes de subvention transparents et accessibles, qui protègent les droits humains et respectent les engagements définis dans l'Accord de Paris et les instructions de l'OCDE sur la coopération au développement.
- 6** Lorsque le financement direct est impossible, travailler avec des fonds féministes et des fonds pour les femmes dans le cadre d'une coopération basée sur la confiance, afin d'atteindre un large éventail d'organisations travaillant sur diverses intersections et à différents niveaux.
- 7** Approfondir la collaboration avec les militantes.x féministe.x.s en faveur du climat, notamment en les impliquant dans les discussions et décisions en matière de financement des actions climatiques, dans le but de favoriser une meilleure compréhension de l'intersection entre l'égalité des genres et l'environnement.

QUE SONT LES FONDS POUR LES FEMMES?

Dans ce rapport, les termes « fonds pour les femmes » et « fonds féministes » désignent un ensemble spécifique d'organisations dont l'objectif est de fournir un financement et de soutenir les mouvements féministes. Ces fonds émergent des mouvements qu'ils soutiennent, y sont étroitement liés et leur rendent des comptes. Ils sont capables de toucher les organisations des droits des femmes et des LGBTQI (lesbiennes, bisexuelles, personnes trans, queers et intersexes) de terrain, en donnant souvent la priorité aux groupes sous-financés et structurellement marginalisés. Compte tenu de leur place au sein des mouvements féministes, l'un des aspects fondamentaux des fonds pour les femmes est la relation particulière qui les unit à leurs partenaires. Cette relation repose en effet sur la conviction que ces partenaires connaissent mieux leurs divers problèmes interdépendants et savent mieux comment les résoudre. Ce type de relation explique que les fonds pour les femmes fournissent un financement flexible, prévisible et de long terme, ainsi que d'autres soutiens, comme le renforcement des capacités, le networking et l'apprentissage commun.

Le fonds Prospera International Network of Women's Funds réunit 47 fonds pour les femmes qui, collectivement, octroient des subventions dans plus de 172 pays pour un total de plus de 214 millions de dollars en 2020. Il fait office de réseau politique mondial de fonds autonomes féministes et pour les femmes, et favorise la transformation en apportant les ressources, le soutien et l'accompagnement nécessaires aux mouvements dirigés par les femmes, les filles, les personnes trans, intersexes et non binaires, et les collectifs, surtout dans le Sud Mondial.

INTRODUCTION:

Le rôle des mouvements féministes

Partout dans le monde, les mouvements féministes sont en première ligne de la crise climatique, élaborant des stratégies et des solutions efficaces, remettant en question le statu quo et résistant à l'injustice sous toutes ses formes. Dans un monde interconnecté, les mouvements et organisations féministes traitent les causes de l'injustice climatique. Ils reconnaissent ainsi le rôle du patriarcat, du racisme et d'autres formes d'oppression dans l'accélération de la destruction de la planète et l'aggravation des crises politiques et sociales. Dirigés par les populations les plus vulnérables à la crise climatique, notamment les filles, les femmes, et les personnes trans et intersexes du Sud, les mouvements féministes soutiennent les initiatives en faveur de la justice climatique et de la démocratie, tout en demandant des comptes aux institutions internationales, aux sociétés multinationales, aux gouvernements et aux investisseurs.

Une grande partie de leur travail a été décrite dans la littérature sur les solutions climatiques respectant la justice de genre. Ce terme décrit les approches de terrain consacrées à la défense des droits et axées sur l'humain, qui placent la justice de genre et la démocratie au cœur de l'action climatique, et cherchent donc à traiter directement les causes de l'injustice climatique. Comme l'explique l'organisation WEDO dans son *Feminist Agenda for People and Planet*, la crise climatique est ancrée dans une idéologie de croissance illimitée. Or, sur une planète dont les ressources sont limitées, cette vision n'est possible qu'au moyen d'extractions, d'exploitations et de destructions.² En remettant en question les structures du pouvoir existantes et en s'attaquant aux causes de la crise climatique, les mouvements féministes bouleversent la notion traditionnelle de l'action climatique, en contribuant à des changements plus larges du fonctionnement de nos économies et sociétés. Surtout, ces mouvements adoptent une approche intersectionnelle. Ils développent des réseaux inclusifs, résilients et basés sur la confiance, qui mettent en avant les connaissances et points de vue de divers groupes dirigés par les populations locales et structurellement marginalisés.



Organisation: Helen's Daughters, Saint Lucia (Photographe: Allen Cherry)

APERÇU:

ACTIONS CLIMATIQUES CLES DES ORGANISATIONS FÉMINISTES

- Mobiliser et réagir lors d'urgences liées au climat.
- Proposer des pratiques énergétiques justes et durables au niveau des communautés : options solaires, réchauds économes en combustible, etc.
- Promouvoir des pratiques de gestion des pénuries d'eau et d'adaptation aux sécheresses (gestion durable des ressources en eau).
- Développer des systèmes de production circulaire plus durables et en circuit fermé, de l'agroécologie aux entreprises vertes.
- Plaider pour des systèmes de régime foncier soutenant des pratiques agricoles plus durables.
- Demander des comptes aux institutions internationales, grandes entreprises, gouvernements et investisseurs impliqués dans des projets ou des politiques nuisibles.
- Mobiliser les populations pour soutenir les écosystèmes menacés, promouvoir la protection des forêts par les communautés et développer des initiatives de préservation des graines.
- Lutter pour des politiques soutenant les systèmes de solidarité gérés par la communauté et l'entraide collective, ainsi que les alternatives pour une transition respectant la justice de genre.
- Développer des capacités de réaction aux crises liées au climat, de résilience et de durabilité afin de favoriser une transformation efficace et de long terme.

S'attaquer à la crise climatique nécessite diverses stratégies. La partie suivante présente les limites du financement existant de l'action climatique en matière de justice climatique et de distribution aux communautés et organisations les plus touchées par la crise climatique. Elle se penche ensuite sur deux développements positifs : 1) l'intérêt croissant pour l'intersection entre l'égalité de genre et l'environnement, et 2) l'élan actuel pour le financement des actions climatiques locales. Malgré ces progrès, le financement de la lutte climatique n'a pas vraiment soutenu les mouvements et organisations féministes jusqu'à présent.

Ce document analysera ce manque de financement et démontrera qu'il est crucial de soutenir ces organisations à l'aide de ressources dédiées et accessibles, afin d'atteindre les objectifs en matière d'égalité des genres et de justice climatique. La dernière partie expliquera comment y parvenir, en présentant les fonds pour les femmes comme un mécanisme clé, et proposera sept actions concrètes pour les gouvernements. Cette approche permettra aux donateurices de répondre à l'urgence du moment et de respecter leurs engagements en matière de financement climatique, ainsi que leurs objectifs d'égalité des genres, de développement durable géré localement et de démocratisation des sociétés.

FINANCEMENT CLIMATIQUE:

Intentions et limites

QUE RECOUVRE LE FINANCEMENT CLIMATIQUE?

Selon la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le financement climatique est un « financement local, national ou transnational provenant de sources publiques, privées et alternatives, cherchant à soutenir les actions de lutte contre le changement climatique ».³ Une grande partie des pays de l'Annexe I⁴ de la CCNUCC, également membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, utilisent leurs flux d'aide publique au développement (APD) liée au climat, aussi bien bilatéraux que multilatéraux, comme base de leurs rapports auprès de l'Accord de Paris de la CCNUCC. Ce qui est considéré comme APD liée au climat dépend du mécanisme utilisé. Les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE utilisent les marqueurs de Rio sur l'adaptation au changement climatique et son atténuation, alors que les banques de développement multilatérales suivent la méthodologie des composantes climatiques. Si ces deux méthodologies ont différentes applications et méthodes de rapport, leurs définitions de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation sont malgré tout étroitement liées.⁵

Selon les rapports biennaux de la CCNUCC, l'APD liée au climat représente 80 % du montant total fourni et mobilisé pour le financement climatique (en 2020, les flux d'APD représentaient 84 % de 83,8 milliards USD).⁶ Cependant, une étude de CARE International estime que seulement 6 % du financement climatique fourni entre 2011 et 2018 constituait un supplément par rapport à l'APD existante. Cette étude suggère que peu d'efforts ont été faits pour contribuer au financement climatique, au-delà des obligations de développement existantes.⁷ En d'autres termes, le financement climatique est à ce jour en grande partie une redistribution (voire un simple changement d'appellation) de l'aide publique au développement existante. Qu'est-ce que cela signifie ? Les pays ont l'obligation de contribuer au financement climatique, et cette obligation dépend de leur capacité et de leur rôle dans la crise. Elle a un impact direct sur les objectifs existants en matière d'égalité des genres, de développement durable et de lutte contre la pauvreté, en particulier dans un contexte de réduction des budgets d'APD dans le monde.

L'Accord de Paris lui-même explicite clairement la relation intrinsèque entre l'action pour le climat, le développement durable et l'éradication de la pauvreté. Il appelle les parties à prendre des mesures de lutte contre le changement climatique de façon à « respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'Homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations. »

L'Article 2.1 évoque le renforcement de la réponse mondiale au changement climatique, dans un contexte de développement durable et d'efforts menés pour éradiquer la pauvreté, en « rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques. »⁸

À QUI EST DESTINÉ LE FINANCEMENT CLIMATIQUE?

L'APD liée au climat est fournie par le biais de divers mécanismes. Les institutions financières internationales en distribuent la majeure partie (la Banque mondiale étant actuellement le plus grand organisme de financement multilatéral), suivies par les initiatives de développement bilatérales et les fonds multilatéraux pour le climat de la CCNUCC, comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds d'adaptation.⁹ Ces mécanismes d'attribution sont considérablement limités en termes de portée et d'accessibilité pour les communautés et les organisations locales sur le terrain, pourtant premières victimes de la crise climatique, et ce malgré le potentiel du financement climatique, qui pourrait offrir un soutien crucial aux pays et populations les plus touchés. En 2021, les pays les moins développés ont reçu à peine 18 % du financement climatique,¹⁰ et entre 2011 et 2020, moins de 1 % de l'APD liée au climat a été distribuée aux populations autochtones et aux communautés locales.¹¹

De plus, la majorité du financement climatique (57%) est distribuée sous forme de prêts, au lieu de subventions. Cela renforce les inégalités régionales et l'héritage colonial en augmentant le poids de la dette pour les pays déjà bien plus affectés par le changement climatique.¹² Les mécanismes d'évaluation du financement climatique sont souvent lents, complexes, gourmands en ressources et basés sur des projets, avec un manque de transparence global et peu de mécanismes basés sur l'octroi de subventions.¹³ Un nouveau rapport de l'OCDE met en exergue la façon dont ces obstacles et inégalités systémiques empêchent les organisations de la société civile locales d'obtenir les ressources nécessaires pour mener leur travail à bien. En effet, les financements qui parviennent jusqu'à ce niveau sont limités et irréguliers.¹⁴



Organisation: Helen's Daughters (Photographe: Allen Cherry)

DÉVELOPPEMENTS POSITIFS: Actions pour le climat menées localement et intersection avec l'égalité des genres

Il est évident que l'architecture existante des financements climatiques n'est tout simplement pas adaptée pour allouer les fonds de manière équitable et accessible. Pourtant, l'intérêt croissant pour la justice climatique et ses liens avec l'égalité des genres, notamment le soutien pour les solutions locales, représente une occasion en or de transférer le pouvoir et les ressources vers les mouvements et organisations féministes en première ligne de l'action climatique.

Assurer une distribution plus efficace du financement climatique nécessite une approche globale, qui prenne en compte l'interconnexion entre le financement climatique, l'efficacité des aides et les objectifs de coopération au développement, plutôt que de mettre ces programmes en concurrence pour obtenir des ressources et une attention politique.¹⁵ La nécessité d'intégrer la coopération au développement à l'Accord de Paris a été exprimée explicitement dans une déclaration commune des membres du Comité d'aide au développement en amont de la COP26 en 2021.¹⁶ Cette déclaration comprend des engagements ambitieux en matière de financement du développement lié au climat, ainsi qu'une application systématique des Principes de Busan pour une coopération au développement efficace entre tous les acteurs du financement climatique, afin d'accélérer les progrès réalisés dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle définissait également des objectifs spécifiques concernant le besoin d'investir dans des solutions locales et dans l'égalité des genres via l'action climatique, ce qui révèle une meilleure reconnaissance de la corrélation entre changement climatique, égalité des genres et développement durable.

Cette prise de conscience parmi les gouvernements et les philanthropes s'accompagne d'un financement accru de l'intersection entre l'égalité des genres et la justice climatique. En effet, l'APD liée au climat intégrant des objectifs d'égalité des genres a presque quadruplé entre 2011 et 2020.¹⁷ Si cette évolution est en grande partie due à la nécessité d'atteindre des objectifs urgents et ambitieux en matière de financement climatique et d'égalité des genres, elle reflète également un engagement croissant en faveur d'une approche centrée sur la justice pour gérer la crise climatique. Le concept de justice climatique reconnaît que les causes de la crise climatique sont ancrées dans l'intersection des injustices de genre, sociales, intergénérationnelles et raciales. Ainsi, les personnes les moins responsables de la crise sont celles qui en subissent les répercussions les plus lourdes. Tandis que la réponse mondiale est historiquement centrée sur la réduction des émissions de CO2 et le soutien aux pays et communautés dans leur adaptation au changement climatique, il est de plus en plus reconnu que l'ampleur et l'urgence de la crise nécessitent également de traiter les causes et les structures du pouvoir qui la sous-tendent, grâce à une approche centrée sur la justice et les droits humains.

INÉGALITÉ DES CHANCES:

Financer les organisations en première ligne

Ces ambitions positives sont limitées par les contraintes de l'architecture du développement et du financement climatique. Plus précisément, la majorité de l'APD intégrant des objectifs de climat et d'égalité des genres n'est pas accessible pour les organisations qui sont non seulement les plus touchées par la crise climatique, mais qui mènent aussi la lutte contre les inégalités systémiques ayant causé cette crise.

Malgré le rôle crucial des mouvements et organisations féministes dans les progrès en matière de justice climatique et d'objectifs de développement,¹⁸ les organisations pour les droits des femmes ont reçu à peine 547 millions USD en 2020-2021, soit 1 % de l'APD totale dédiée à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes (données de l'OCDE).¹⁹ Tandis que la littérature sur l'intersection entre égalité des genres et environnement identifie bien la nécessité de soutenir et d'impliquer les mouvements et organisations féministes, y compris les OCS locales, les populations autochtones et les communautés locales,²⁰ à peine 0,22 % de l'APD liée au climat a été allouée à des organisations de défense des droits des femmes en 2018-2019.²¹ De même, sur le montant total des dons philanthropiques alloués aux problèmes climatiques, 3 % de la somme a servi à soutenir l'activisme environnemental des femmes.²²



Mujeres Amazónicas Defensoras de la Selva (Photographe: Mica Stacey)

Même si le Canada a adopté une Politique d'aide internationale féministe et est à la pointe du financement mondial des organisations pour les droits des femmes, le pays est en retard en matière de financement de l'intersection entre action climatique et égalité des genres.²³

En 2021, l'APD centrée à la fois sur l'environnement et sur l'égalité des genres (c'est-à-dire lorsque ces deux thèmes étaient les objectifs principaux) ne représentait que 0,5 %.

POURQUOI CETTE INTERCONNEXION DES FINANCEMENTS?

Même lorsque la volonté politique est bien là, les donateurices qui souhaitent financer les mouvements et organisations féministes font face à certaines contraintes, dont certaines sont même qualifiées d'obstacles dans le rapport de l'AWID et de Mama Cash *Moving More Money to the Drivers of Change*.²⁴ Par exemple, iels peuvent s'imaginer que les démarches administratives qui accompagnent l'octroi de plusieurs subventions de moindre importance sont trop pénibles. Iels peuvent également avoir l'impression que les organisations locales ne sont pas capables de répondre à leurs exigences en matière de planification et de rapports, de gestion financière et de gestion du risque, ou encore de suivi, évaluation et apprentissage (système MEL, pour Monitoring, Evaluation, Learning).

Les décideurices du financement climatique ont souvent des idées fausses au sujet du rôle des organisations féministes dans l'action climatique, ainsi que des inquiétudes plus globales relatives au risque, au déploiement à plus grande échelle et au processus MEL. Nos conversations avec les donateurices ont mis en évidence plusieurs idées reçues sur les mouvements féministes et leur travail sur les problématiques climatiques. Dans la partie suivante, nous soulignerons le rôle fondamental des mouvements féministes dans l'action climatique, en décortiquant chacune de ces idées préconçues.

LA RÉALITÉ:

Mouvements féministes et action climatique

01.

DE NOMBREUSES ORGANISATIONS FÉMINISTES TRAVAILLENT À L'INTERSECTION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

« Pour les femmes responsables du bien-être à long terme de leurs familles, leurs communautés et leur culture, la protection de l'environnement et les droits des femmes ne sont pas des "silos de financement" distincts. Ce sont des éléments indispensables à leur survie et à leur prospérité. »

- (Our Voices, our Environment: The state of funding for women's environmental action) ²⁵

Les organisations féministes travaillent par-delà les mouvements et les silos pour faire avancer les droits des femmes et des LBTQI sur de multiples sujets ayant un impact sur le quotidien et le bien-être des femmes, des filles, et des personnes trans et intersexes. La dégradation de l'environnement, les migrations climatiques forcées et les pénuries de nourriture et d'eau touchent majoritairement les femmes et d'autres groupes structurellement marginalisés. La responsabilité disproportionnée des femmes en matière de prise en charge de leur entourage, leur manque de mobilité, leurs droits fonciers et leurs ressources économiques aggravent leur vulnérabilité et entravent leur capacité à surmonter ces défis. Pour la communauté LGBTQIA+, le changement climatique accentue leurs conditions de vie précaires et leur fait courir un risque accru de violence, aussi bien de l'État que d'autres acteurs.²⁶ Dans le même temps, la littérature sur le rôle des femmes, des filles, et des personnes trans et intersexes est de plus en plus importante, soulignant le fait qu'il ne s'agit pas seulement de victimes, mais aussi de leaders dans l'action climatique. En effet, ces personnes jouent un rôle majeur dans les réponses d'urgence suite à une catastrophe, le développement de solutions climatiques intégrant la notion de genre, et la création d'alternatives pour une transition plus juste.

Au vu de la gravité et de la complexité de la crise climatique, les organismes de financement peuvent encourager la nature intersectorielle du travail des femmes et des LBTQI et même s'en inspirer.

Les mouvements féministes traitent de la crise climatique et de l'inégalité des genres de manière concomitante, par exemple:

- En améliorant l'accès des femmes à la propriété foncière et la reconnaissance des droits fonciers des populations autochtones, ce qui officialise leur participation aux discussions sur l'utilisation des terres. Elles peuvent gérer les terres de façon à atténuer le changement climatique et/ou s'adapter à la crise climatique. Les terres gérées par les populations autochtones qui s'appuient sur un régime foncier fort ont un taux de déforestation beaucoup plus faible que les terres gérées par d'autres systèmes de gouvernance, y compris les zones protégées.²⁷
- En améliorant l'accès des femmes aux terres, aux financements et aux intrants agricoles, ce qui aide les femmes à cultiver de manière plus productive, durable et résistante au climat (voir encadré).
- En faisant progresser les droits des femmes à un emploi décent et à leur pleine participation à l'économie, ainsi que leur participation à l'élaboration des politiques nationales et internationales. Ceci favorise une transition juste vers une économie verte.²⁸
- En augmentant la résilience des communautés face à la crise climatique, ce qui a permis de réduire l'incidence des violences basées sur le genre.²⁹
- En renforçant la participation des femmes dans la planification de la réduction des risques de catastrophes et les initiatives de reprise après sinistre. Cela permet de s'assurer que ces initiatives atteignent équitablement les femmes, les filles et les personnes trans qui, en raison des normes et des rôles de genre et de leur absence de droits, sont plus susceptibles de souffrir des catastrophes naturelles.³⁰

HELEN'S DAUGHTERS, SAINT LUCIA

À Sainte-Lucie, les normes de genre impliquent une sous-estimation et un sous-financement de la participation des femmes dans la chaîne de valeur agricole. En réaction, Helen's Daughters soutient des femmes agricultrices établies ou en devenir, afin qu'elles s'impliquent dans une agriculture durable et adaptée au climat.

Cette organisation de lutte pour les droits des femmes adopte une approche transversale, qui reconnaît et gère les dynamiques complexes du genre, de la justice climatique et de l'agriculture. Ses programmes globaux intègrent l'éducation (programmes de formation, bourses scolaires, apprentissages), le soutien aux agricultrices (subventions, accès au marché), et la santé et le bien-être (dispensaires ruraux, assurance maladie). L'un des impacts les plus notables de Helen's Daughters est la redéfinition de ce que signifie être une femme dans le domaine de l'agriculture, en commençant par le regard que les agricultrices portent sur elles-mêmes. C'est ce qui a permis à des femmes qui se sentaient invisibles de reconnaître l'importance de leur rôle dans la sécurité alimentaire de Sainte-Lucie.



Helen's Daughters, Saint Lucia

LES MOUVEMENTS ET ORGANISATIONS FÉMINISTES ŒUVRENT EN FAVEUR DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ATTENUATION DE SES EFFETS

L'OCDE définit généralement l'APD liée au climat selon les définitions des marqueurs de Rio concernant les investissements dans les initiatives relatives à la biodiversité, la désertification, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.³¹ Malgré leur sous-financement, les mouvements féministes sont en première ligne de l'adaptation au changement climatique et des interventions d'atténuation de la crise. Souvent, ils mènent des actions « d'envergure nationale, intégrant la notion de genre, participatives et transparentes » dans le cadre de l'Accord de Paris.³²

La responsabilité accrue des femmes en matière de prise de charge de leur entourage, leur manque de mobilité et de droits fonciers, et l'inégalité de leurs ressources économiques aggravent leur vulnérabilité et entravent leur capacité à surmonter les défis du changement climatique. Pourtant, les mouvements féministes sont moteurs d'interventions d'adaptation, de réponse aux catastrophes naturelles et de développement de la capacité à long terme à faire face aux chocs climatiques, tout en améliorant la résilience et la durabilité des communautés. Les Principes de l'adaptation au niveau local, ratifiés par plus de 70 institutions, encouragent les actrices du climat à financer « des solutions et avantages propres à un contexte, cohérents, agiles et rentables », tout en soulignant comment l'implication de groupes traditionnellement marginalisés permet des mesures d'adaptation plus efficaces.³³ Dans l'Accord de Paris lui-même, les Parties sont encouragées à adopter une approche de l'adaptation intégrant la notion de genre, en prenant en compte les groupes, communautés et écosystèmes vulnérables, notamment les populations autochtones et les systèmes de connaissances locaux.

Les femmes sont également en première ligne des efforts d'atténuation de la crise climatique, à travers leur leadership et leur participation à une transition énergétique juste. Elles soutiennent des solutions tournées vers les communautés, décentralisées et privilégiant les énergies renouvelables pour lutter contre la triple menace de l'inégalité de genre, du changement climatique et de la pauvreté énergétique. Pourtant, en 2016, un rapport de l'OCDE notait que seulement 8% de l'APD bilatérale pour le climat dédiée à l'énergie ciblait également l'égalité des genres, malgré l'octroi d'une grande part de l'APD pour le climat au secteur de l'énergie.³⁴ Ceci met en évidence une inégalité des chances flagrante; les donateurs et donatrices pourraient consacrer une plus grande part du financement climatique du secteur de l'énergie à des initiatives dirigées par des organisations de femmes et LGBTQI. Un rapport de CLIMA Fund sur les solutions de terrain à la crise climatique a souligné les avantages d'une gouvernance des énergies renouvelables par les communautés, notamment pour la réduction des émissions liées à la production de combustible fossile, l'augmentation de la résilience grâce à la décentralisation des réseaux d'énergie, et le contrôle des ressources énergétiques rendu à celles et ceux qui ont le plus intérêt à assurer une distribution durable et juste.³⁵

LE TRAVAIL DES MOUVEMENTS FÉMINISTES EST COMPLEXE ET PROGRESSIF, BIEN QUE DE PREMIERS RESULTATS PUISSENT ETRE OBSERVES

L'avantage du travail féministe est qu'il permet un changement économique, politique et social durable et en profondeur. Cet aspect est souvent négligé par les organismes de financement. En collaborant par-delà les problématiques de climat, de genre et de justice raciale pour gérer la complexité des oppressions intersectionnelles, le travail des organisations féministes est complexe et souvent transversal, ce qui garantit un succès de long terme, mais qui n'est pas toujours immédiatement mesurable. Ceci dit, au cours des sept dernières décennies, la participation des femmes dans les mouvements de masse s'est révélé être un avantage aussi bien pour le succès immédiat du mouvement que pour la pérennité du changement social souhaité. Un faisceau de preuves croissant démontre que les mouvements féministes sont essentiels pour créer et maintenir les changements sociaux, grâce à leur rôle fondamental dans la gestion des facteurs structurels d'inégalité et d'autres formes d'injustice.³⁶

Les mouvements ancrés dans leurs propres communautés ont une plus grande expertise du contexte et l'expérience du vécu. Iels ont donc un intérêt concret pour le résultat de leur travail et sont plus susceptibles d'assurer un engagement constant et un suivi sérieux. C'est ce sentiment de responsabilité personnelle qui fait que les mouvements et organisations féministes sont les mieux placés pour mettre en place des solutions durables, puissantes et radicales. En effet, la participation et le leadership des femmes et des groupes de femmes améliorent l'efficacité et l'efficience du financement climatique et le développement.³⁷ Une évaluation récente du fonds danois FLOW de 2016 à 2020 a reconnu qu'une meilleure représentation des organisations pour les droits des femmes des pays du Sud Mondial parmi les partenaires aurait amélioré la cohérence du fonds, et que les organisations locales avaient l'implication et la longévité nécessaires pour jouer un rôle de société civile bien après la clôture du programme.³⁸ En outre, l'Institut international pour l'environnement et le développement affirme que les actrices locales(ales) sont capables de réagir rapidement aux évolutions des circonstances. Iels sont plus transparentx envers les communautés, ce qui leur permet d'établir la confiance entre les gouvernements, les donateurices et les communautés locales, et de prêter attention aux compromis entre les groupes.³⁹

Des mouvements tels que [Fossil Fuel Treaty](#) et [Fridays for Future](#), nés de l'activisme local avant de devenir des mouvements mondiaux, ont permis de faire évoluer le discours, passant de l'action climatique comme solution technique impulsée par des scientifiques à un projet basé sur les droits humains et centré sur les personnes qui puisse impliquer tout le monde.

LE RISQUE DE NE PAS FINANCER LES MOUVEMENTS FÉMINISTES IMPLIQUÉS DANS L'ACTION CLIMATIQUE TRANSFORMATRICE EST ENCORE PLUS GRAND

Les gouvernements et les donateurs multilatéraux définissent le risque en fonction des priorités de leur institution. Ils appliquent un cadre centré sur le risque de fraude, le manque de transparence et l'échec. Comme évoqué précédemment, l'idée que le financement des organisations féministes serait risqué peut en partie s'expliquer par les difficultés des plus petites organisations à respecter les exigences contraignantes en matière de rapports et de processus MEL fixées par les gouvernements. Même lorsque la volonté politique de soutenir les mouvements féministes existe, l'histoire coloniale et les idées reçues et pratiques en matière de développement international par rapport au risque et à la conformité constituent des obstacles considérables au financement de ces organisations.

Cependant, la justice climatique est bien plus susceptible de progresser en soutenant les organisations en première ligne plutôt qu'en conservant les cadres actuels. Ceci s'explique par le fait que les définitions restrictives du risque négligent deux risques plus urgents et plus réels. Tout d'abord, le risque de renforcer un statu quo injuste, le même qui a entraîné la crise climatique. Les militant.e.s doivent être soutenu.e.s pour pouvoir y faire face. Ensuite, les activistes féministes, en particulier les femmes autochtones et les défenseuses des droits humains et environnementaux des femmes, mènent des actions de justice climatique à leurs risques et périls et font souvent face à des représailles sévères, ce qui menace leur santé et leur sécurité. Depuis 2021, 1 910 défenseuses de l'environnement et de terres ont été tuées, dont 34 % provenaient de communautés autochtones.⁴⁰ Malgré ces risques, ils et elles continuent d'assumer leur rôle de leaders de ces mouvements, apportant un point de vue essentiel au travail sur la justice climatique aux niveaux local, national, régional et international. Les donateurices doivent se montrer à la hauteur du courage de ces activistes et octroyer leurs financements selon un cadre basé sur le potentiel et l'opportunité.



Integrated Health Outreach

05.

LES ACTIVITES DES MOUVEMENTS ET ORGANISATIONS FEMINISTES SONT ADAPTABLES A PLUS GRANDE ECHELLE

Les organisations féministes sont constamment sous-financées et beaucoup ont un petit budget de fonctionnement. C'est pourquoi iels sont souvent perçues comme étant incapables de déployer des initiatives à l'échelle nécessaire pour gérer la crise climatique. Les donateurices souhaitant déplacer des fonds importants rapidement, cela crée un préjugé favorable regrettable à l'égard des projets et initiatives d'ampleur et axés sur la technologie.

Pourtant, les mouvements féministes sont capables de déployer leurs projets à grande échelle, en développant la capacité des communautés sur le terrain à créer des liens par le biais d'un travail de plaidoyer local, national, régional et mondial. À ce jour, toutefois, ils n'ont pas encore reçu les ressources nécessaires pour faire de cette promesse une réalité.

Faciliter le travail des organisations climatiques féministes locales par-delà les frontières et leur implication dans les politiques climatiques nationales et mondiales, ainsi que dans l'architecture du financement, peut permettre aux politiques climatiques d'être efficaces localement, là où une augmentation des ressources pourrait catalyser l'impact sur le développement de plans d'action nationaux et sur les discussions de la CCNUCC. L'accord conclu lors de la COP27 de la CCNUCC sur un nouveau Fonds pour les pertes et les dommages (une victoire cruciale pour la région du Pacifique et les autres États les plus touchés par le changement climatique) a été accompagné d'une campagne en ligne appelée #COP27Pacific, gérée par Diverse Voices and Action for Equality Fiji (DIVA). Cette campagne promouvait les demandes politiques des féministes du Pacifique à la COP27, en mettant l'accent sur les pertes et les dommages vécus par les pays du Pacifique.

Dans le cadre de la deuxième contre-COP des peuples africains, qui s'est tenue en amont de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27), les partenaires de la Global Alliance for Green and Gender Action (GAGGA) ont organisé la toute première Assemblée des femmes pour le climat, réunissant plus de 200 femmes de 14 pays d'Afrique de l'ouest et centrale. L'Assemblée a été le théâtre d'ateliers sur la crise climatique et ses origines, les fausses solutions, la dette climatique, l'activisme et les alternatives pour un développement juste. C'est désormais devenu une Assemblée permanente des femmes d'Afrique de l'ouest et centrale afin de travailler à promouvoir la justice climatique et les alternatives africaines au développement. Cette année, l'assemblée a réuni toute la région pour préparer des recommandations concrètes pour les dirigeants qui participent à la COP28, créant ainsi un espace politique essentiel de partage des connaissances et renforcement du mouvement collectif pour la justice climatique en Afrique.

COMBLER LES LACUNES DE FINANCEMENT:

Le rôle des fonds pour les femmes dans l'action climatique féministe

« Soutenir les fonds pour les femmes est l'un des moyens les plus efficaces pour les donateurices de rediriger les ressources vers les organisations et mouvements pour les droits des femmes dans les pays du Sud. »

– Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme (GENDERNET)⁴¹

Financer les mouvements et organisations féministes avec des ressources dédiées et accessibles est une étape fondamentale pour atteindre des objectifs ambitieux de justice climatique et de genre. En allouant une plus grande part de l'APD dédiée aux objectifs climatiques et d'égalité des genres à ces organisations, les gouvernements pourront à la fois tenir leurs engagements en matière de financement de l'action climatique et soutenir le type de transformation nécessaire pour parvenir à se rapprocher des multiples objectifs de développement. Soutenir ces organisations peut sembler complexe mais les infrastructures pour le faire existent déjà, ce qui est une bonne nouvelle. Partout dans le monde, les fonds pour les femmes consolident leur portefeuille de financements, adaptent leur approche concernant l'octroi de subventions et établissent des partenariats pour gérer la crise climatique.⁴² Le rapport de 2023 de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, Soutien aux organisations de droits des femmes et aux mouvements féministes, souligne le rôle clé des fonds pour les femmes pour atteindre les acteurices sur le terrain. En effet, « ils travaillent souvent sur le long terme et créent des relations de confiance avec les activistes et mouvements féministes et les communautés de femmes et de filles au fil du temps. Ils ont également tendance à être les premiers à réagir aux crises et les derniers à partir. »⁴³

Intégrés aux mouvements féministes qu'ils soutiennent, les fonds pour les femmes sont conscients de l'écosystème du financement féministe et permettent aux organisations travaillant sur différentes problématiques et dans différents contextes de bénéficier de ressources et d'accéder au financement adéquat. En fournissant un financement flexible, prévisible et de long terme, les fonds pour les femmes sont les mieux placés pour soutenir un tel travail multisectoriel. Deux des huit Principes de l'adaptation au niveau local sont « Fournir un financement patient et prévisible auquel il est possible d'accéder plus facilement » et « Programmer et apprendre de manière flexible ». Ensemble, ces deux principes « permettent aux acteurs locaux de réagir aux facteurs dynamiques du risque climatique en investissant dans un éventail de priorités ».⁴⁴ Les fonds pour les femmes sont particulièrement adaptés pour appliquer ces principes en raison de leurs méthodes de travail et de leur approche de l'octroi de subventions.

Les fonds pour les femmes jouent un rôle clé dans la mise en relation entre les organismes de financement et les organisations féministes locales, en particulier celles qui travaillent dans les pays du Sud, au vu des limites de l'aide internationale et de l'architecture du financement de l'action climatique. Ils permettent aux bailleurs de fonds de se dépêtrer des mécanismes uniques en étant capables d'absorber des montants importants et d'assumer le coût des ressources administratives et humaines nécessaires pour répondre aux exigences des donatrices. Ils redistribuent ensuite ces financements de manière stratégique et tentent d'alléger la charge de la gestion des subventions pour les organisations plus petites, qui ne veulent pas ou ne peuvent pas accéder à des financements à grande échelle.

De plus, les fonds pour les femmes sont essentiels pour atténuer le risque, tel qu'il est traditionnellement défini par les donatrices, et pour une meilleure compréhension du risque, car ils ont l'expérience et les ressources pour répondre aux exigences des donatrices en matière de risque. Une approche par portefeuille pour financer diverses organisations permet aux fonds féministes de répartir le risque sur l'ensemble du portefeuille et d'entretenir un principe de confiance avec leurs partenaires. Grâce à leur intégration dans les mouvements qu'ils soutiennent, les fonds pour les femmes disposent aussi des outils, des réseaux et de la connaissance du contexte local, ce qui leur permet d'assurer la sécurité des activistes et de mieux répondre aux besoins de leurs partenaires. Enfin, les fonds pour les femmes ont la capacité de répartir des sommes importantes entre de nombreuses petites organisations, avec un impact majeur. Ainsi, ils reconnaissent les avantages à soutenir un éventail de mouvements féministes pour faire progresser la justice de genre, sociale, raciale et climatique. Il reste du travail à accomplir pour recueillir des données sur les stratégies et l'impact des organisations féministes en matière d'action climatique. Avec des ressources adéquates, les fonds pour les femmes peuvent atteindre leur plein potentiel en mettant en évidence l'impact des mouvements et organisations qu'ils soutiennent, et en partageant les leçons et les stratégies du succès.



Organisation: Lokiaka, Women Day of Action

ÉTUDES DE CAS

LES FONDS POUR LES FEMMES FINANCENT LES EFFORTS DE JUSTICE CLIMATIQUE

Il existe des pratiques prometteuses sur lesquelles les donatrices peuvent s'appuyer et qu'elles peuvent appliquer. Voici trois exemples de partenariat entre des gouvernements et des fonds pour les femmes afin de soutenir l'action climatique de mouvements et organisations féministes.

EQUALITY FUND:

VOIX ET LEADERSHIP DES FEMMES – PROGRAMME CARAÏBES

Le programme Voix et leadership des femmes – Caraïbes du Fonds Égalité soutient 26 partenaires bénéficiaires de subventions dans la région. Le climat, les droits environnementaux et la durabilité font partie de leurs cinq priorités. Par exemple, on peut citer le Mouvement des femmes Wapichan. La communauté autochtone Wapichan n'a rien fait qui puisse causer la crise climatique. Pourtant, elle utilise ses connaissances traditionnelles pour la combattre, malgré un manque de reconnaissance de son territoire historique et la menace des intérêts miniers.

Le Mouvement des femmes Wapichan aide les femmes Wapichan à occuper des positions de leaders et élabore des recommandations et des priorités pour le développement de la communauté, notamment en matière de résilience climatique. Il a permis de former 21 communautés et a organisé une conférence sur l'autonomisation des femmes autochtones pour consolider la résilience climatique. Les participant.e.s ont exploré des moyens de renforcer la gouvernance des villages pour favoriser le développement durable et la résilience climatique, valoriser les connaissances traditionnelles et les ressources de la communauté pour gérer le changement climatique, et contribuer aux changements de politique. Sur ce point, les membres de la communauté sont actuellement engagé.e.s dans un processus de révision de l'Amerindian Act (la loi qui régit la relation du Guyana avec ses peuples autochtones) et défendent une reconnaissance de leurs terres.

« Pour garantir la justice climatique pour toutes et tous, nous devons être en mesure de protéger nos terres et nos ressources naturelles... Nous avons également besoin de la solidarité de nos amis internationaux pour garantir le respect de nos droits, y compris nos droits au consentement préalable, libre et bien fondé. »

– Immaculata Casimero,



Immaculata Casimero

FCAM, BOTH ENDS, MAMA CASH:

LA GLOBAL ALLIANCE FOR GREEN AND GENDER ACTION

[La GAGGA](#), un consortium dirigé par le Fondo Centroamericano de Mujeres, en collaboration avec Mama Cash et Both Ends, est le parfait exemple du soutien aux organisations féministes sur plusieurs années.

La GAGGA rêve d'un monde où les droits des femmes à bénéficier d'un accès à l'eau, de la sécurité alimentaire et d'un environnement propre, sûr et sain sont reconnus et respectés. Pour y parvenir, l'alliance se concentre sur le renforcement et le lien entre les groupes et mouvements basés sur la communauté défendant les droits des femmes et la justice environnementale et un modèle leur permettant d'atteindre un réseau varié d'actrices et de mouvements aux niveaux local, national et régional. La GAGGA fournit un financement direct à 24 fonds nationaux, régionaux et mondiaux pour les femmes et la justice environnementale, et à plus de 400 organisations de terrain pour les droits des femmes et la justice environnementale en Afrique, Asie, Pacifique et Amérique latine. L'alliance est un partenariat stratégique financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères via sa structure Power of Voices, dans le cadre du thème sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de la crise climatique. Dans les cinq premières années, la GAGGA a reçu 32 millions d'euros du ministère néerlandais des Affaires étrangères, et le financement a été renouvelé en 2020 à hauteur de 35,5 millions d'euros sur cinq ans, jusqu'en 2025. En 2023, Affaires mondiales Canada s'est engagé à soutenir la GAGGA par le biais de son programme de financement climatique avec 11 millions de dollars canadiens sur trois ans et demi.

Le financement pluriannuel du ministère des Affaires étrangères néerlandais a permis de donner du temps pour la mise en œuvre, le suivi et l'apprentissage, plutôt que d'exiger que le travail centré sur la communauté et les mécanismes de redistribution des subventions donne des résultats immédiats. Il a également apporté de la fiabilité et de la prévisibilité, ce qui a permis aux partenaires de la GAGGA de mettre en œuvre leur vision et de générer des revenus solides.

PACIFIC FEMINIST FUND

Le [Pacific Feminist Fund](#) est un nouveau fonds né du mouvement féministe dans le Pacifique. Il a été créé à l'issue de l'approbation de plus de 150 féministes lors du deuxième Pacific Feminist Forum. Le fonds est géré conjointement par Urgent Action Fund – Asia & Pacific, Women's Fund Fiji et Women's Fund Asia. Il est soutenu par le partenariat Amplify-Invest-Reach du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce. Moins de 1 % du financement direct parvient aux organisations des droits des femmes dans le Pacifique. C'est l'une des raisons pour lesquelles un fonds autonome a été créé, afin de pallier le sous-financement chronique d'organisations ayant un impact sur les vies des populations, au niveau de la communauté et de la famille.

Le fonds est basé sur les valeurs et les leçons tirées de fonds féministes et de fonds pour les femmes d'envergure internationale. Il a pour objectif d'atténuer le risque lié aux dons de diverses sources, de distribuer les financements rapidement et en toute sécurité aux organisations et groupes de femmes et de non-conformité de genre, et d'attirer l'attention internationale et régionale sur les besoins et les priorités des femmes, des filles, et des personnes trans dans la région Pacifique.

Le fonds jouera un rôle clé dans le suivi et la compréhension des flux de financement pour la justice climatique dans le Pacifique, en particulier pour les groupes, réseaux et organisations pour les femmes. Il jouera un rôle actif dans la sécurisation des financements pour la justice climatique et luttera pour que les mouvements féministes dans la région Pacifique obtiennent davantage de ressources.

CONCLUSION:

Sept actions concrètes

S'attaquer à la crise climatique est une tâche écrasante, en particulier face aux multiples défis interdépendants. Cela nécessite des actions audacieuses et une réflexion novatrice. Parmi la multitude de stratégies possibles, il existe une opportunité claire: mieux financer les mouvements et activistes féministes en première ligne de l'action climatique. Investir dans ces organisations est l'une des clés. Malheureusement, cela reste un outil sous-utilisé pour accélérer la progression et obtenir des résultats en matière d'objectifs de financement climatique et de développement durable.

Les gouvernements engagés dans la justice climatique et l'égalité des genres et qui veulent s'assurer que leurs financements parviennent jusqu'au niveau local peuvent suivre ces actions concrètes:

- 1** A minima, atteindre les objectifs existants concernant le financement climatique, le développement durable et l'égalité des genres, et veiller à ce que le financement climatique s'ajoute aux budgets d'APD.
- 2** Augmenter à 88 % la proportion d'APD liée au climat consacrée aux objectifs d'égalité des genres, dont 15 % de ce financement devra avoir l'égalité des genres comme objectif principal.⁴⁵
- 3** Rediriger une plus grande part du financement de la société civile vers les organisations des droits des femmes et LGBTQI, en particulier celles basées dans les pays du Sud et celles dirigées par des groupes structurellement marginalisés.
- 4** Mesurer et produire des rapports sur le pourcentage de financement climatique alloué aux organisations de femmes et LGBTQI dans les pays du Sud, notamment en définissant des objectifs servant à augmenter cette part (par exemple la quadrupler en 4 ans).
- 5** Augmenter la part de financement climatique alloué par le biais de mécanismes de subvention transparents et accessibles, qui protègent les droits humains et respectent les engagements définis dans l'Accord de Paris et les instructions de l'OCDE sur la coopération au développement.
- 6** Lorsque le financement direct est impossible, travailler avec des fonds féministes et des fonds pour les femmes dans le cadre d'une coopération basée sur la confiance, afin d'atteindre un large éventail d'organisations travaillant sur diverses intersections et à différents niveaux.
- 7** Approfondir la collaboration avec les militant.e.s féministes en faveur du climat, notamment en les impliquant dans les discussions et décisions en matière de financement des actions climatiques, dans le but de favoriser une meilleure compréhension de l'intersection entre l'égalité des genres et l'environnement.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Sous le terme de « mouvement féministe », ce document se concentre sur les organisations des droits des femmes et des LBTQI dans les pays du Sud, ainsi que les fonds pour les femmes qui les financent en tant qu'acteurs clés de la distribution du financement climatique. Contrairement à l'acronyme LGBTQI, qui inclut les hommes gays, l'acronyme LBTQI met l'accent sur les personnes qui s'identifient comme femmes ou non binaires. Un rapport de Bridgespan et Shake the Table de 2022 définit les mouvements féministes comme : « Des organisations, leaders et réseaux qui collaborent dans l'optique de transformer les structures du pouvoir renforçant les inégalités de genre et autres. Dirigés par des personnes connaissant d'expérience le déséquilibre de pouvoir entre les genres et d'autres injustices, les mouvements féministes remettent en cause les différents facteurs de discrimination, en adoptant une approche intersectionnelle pour traiter nos problèmes les plus insolubles. ». [Lighting the Way: a report for philanthropy on the power and promise of feminist movements](#), The Bridgespan Group, avril 2022
2. [A Feminist Agenda for People and Planet: principles and recommendations for a global feminist economic justice agenda](#), WEDO (Organisation des femmes pour l'environnement et le développement), WWG on FfD (Groupe de travail des femmes sur le financement du développement), FEMNET (Réseau de développement et de communication des femmes africaines) et PACJA (Alliance panafricaine pour la justice climatique), 2021
3. [Introduction to Climate Finance](#), site web du CCNUCC
4. [Parties & Observers | UNFCCC](#)
5. [Climate-related Official Development Assistance \(ODA\): a snapshot](#), OECD, 2022
6. [How much climate ODA is new and additional?](#), Centre pour le développement mondial, juin 2023
7. [That's not new money - Assessing how much public climate finance has been "new and additional" to support for development](#), CARE Denmark, juin 2022
8. [ADOPTION DE L'ACCORD DE PARIS – Texte de l'Accord de Paris \(unfccc.int\)](#)
9. [Climate finance and the USD 100 billion goal](#), site web de l'OCDE
10. [Climate-related development finance provider 2021](#), OCDE, avril 2023
11. [Funding with purpose: a study to inform donor support for Indigenous and local community rights, climate, and conservation](#), Rainforest Foundation Norway, septembre 2022
12. [Climate-related development finance recipient 2021](#), OECD, avril 2023
13. [More effective delivery of climate action in developing countries: DAC perspectives on effective development co-operation](#), OECD, juin 2023
14. [The gender equality and environment intersection: an overview of development co-operation frameworks and financing](#), OECD, octobre 2023
15. [Aligning development co-operation and climate action: the only way forward](#), OECD, novembre 2019
16. [OECD DAC Declaration on a new approach to align development co-operation with the goals of the Paris Agreement on Climate Change](#), octobre 2021
17. [The gender equality and environment intersection: an overview of development co-operation frameworks and financing](#), OECD
18. [Pourquoi les femmes doivent être au cœur de l'action climatique](#), ONU Femmes, mars 2022
19. [Aide publique au développement pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres en 2020-21 : un aperçu](#), OECD, 2023
20. [The gender equality and environment intersection: an overview of development co-operation frameworks and financing](#), OECD

21. [Où est l'argent pour les mouvements féministes noirs ?](#), Fonds féministe noir, mars 2023
22. [It's time for philanthropy to step up the fight against climate change](#), McKinsey, octobre 2021
23. [Suivre la piste de l'argent : Examen quantitatif des investissements du Canada dans l'aide internationale en matière d'égalité des genres](#), Fonds Égalité, octobre 2023
24. [Moving more money to the drivers of change: how bilateral and multilateral funders can resources feminist movements](#), AWID et Mama Cash, avec l'aide du consortium Count Me In!, novembre 2020
25. [Our Voices, Our Environment: the state of funding for women's environmental action](#), Global Greengrants Fund et Prospera International Network of Women's Funds, avec l'aide de Global Alliance for Green and Gender Action, mars 2018
26. [Rapport sur les catastrophes dans le monde 2018 : pas de laissés-pour compte](#), Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, novembre 2018
27. [Soil to Sky: climate solutions that work](#), CLIMA Fund, hiver 2019
28. [Gender equality, labour and a just transition for all](#), Organisation internationale du travail, octobre 2022
29. [Liens entre la violence basée sur le genre et l'environnement](#), Union internationale pour la conservation de la nature, 2020
30. [Our Voices, Our Environment](#), Global Greengrants Fund et Prospera
31. [OECD DAC Rio Markers for Climate Handbook](#)
32. [Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#), décembre 2015
33. [Locally Led Adaption: from principles to practice](#), World Resources Institute, juin 2022
34. [Mettre l'égalité homme-femme au cœur des financements climatiques : État des lieux de l'intégration du genre dans l'aide en faveur de la lutte contre le changement climatique](#), OCDE, octobre 2016
35. [Soil to Sky: climate solutions that work](#), CLIMA Fund
36. [Feminist activism works! A review of select literature on the impact of feminist activism in achieving women's rights](#), Mama Cash, juillet 2020
37. [Guide to strengthening gender integration in climate finance projects](#), Climate and Development Knowledge Network and Women's Environment and Development Organization, novembre 2021
38. [Final Evaluation of Funding Leadership Opportunities for Women \(FLOW 2\) 2016–2020](#), ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, février 2020
39. [Delivering real change: Getting international climate finance to the local level](#), Institut international pour l'environnement et le développement, mars 2017
40. Plus de 2 000 défenseurs et défenseuses de l'environnement et de terres ont été tués entre 2012 et 2022 pour avoir protégé la planète, [communiqué de presse](#), Global Witness, septembre 2023
41. [Donor support to southern women's rights organisations: OECD findings](#), November 2016
42. [How women's funds strengthen environmental justice](#), Mama Cash et GAGGA, octobre 2021
43. [Support to women's rights organizations and feminist movements](#), Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, mars 2023
44. [Locally Led Adaption: from principles to practice](#), World Resources Institute
45. Conformément aux recommandations du Forum Génération Égalité – Coalition d'action 4 sur l'action féministe pour la justice climatique, voir le [Plan d'accélération global pour les Coalitions d'action](#), ONU Femmes, juin 2021

NOTE DE POLITIQUE SUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE
**Financer notre avenir: Soutenir les mouvements féministes au cœur
de l'action climatique**



equalityfund.ca/fr
hello@equalityfund.ca

mamacash.org
info@mamacash.org